

CAHIER EXPLICATIF  
DES CRÉDITS  
2021-2022

**Mai 2021**

**Secrétariat aux  
relations canadiennes**

**Québec** 

## **RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**Mai 2021**

## SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### QUESTION 1 :

#### LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

**Réponse :** Voir document joint. À noter qu'en ce qui concerne le cabinet de la ministre, le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1er avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère concerné en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

Voir :

<https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/frais-et-depenses/#c15029>

<https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation>

<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/deplacement.asp>

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 1 : LISTE DES DÉPLACEMENTS HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 (AU 28 FÉVRIER 2021)**

Participant(es)	Fonction	Objet	Date début	Date fin	Lieux	Transport	Logement	COÛTS			Total
								Repas	Autres		
Cauchon, Hubert	avocat	23e conférence annuelle des Constitutional cases (déplacement annulé en raison de la COVID)	2020-04-02	2020-04-03	Toronto (ON)	- \$	186,16 \$	- \$	- \$		186,16 \$
Bissonnette, Julie	cheffe de poste	Rapatriement conformément à la Directive sur les fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2020-05-29	2020-05-30	Québec (Qc)	364,80 \$	67,50 \$	67,50 \$	- \$		499,80 \$
Jean, Cynthia	directrice	Examen des travaux d'aménagement au Bureau du Québec à Ottawa	2020-06-30	2020-07-01	Ottawa (ON)	422,40 \$	207,80 \$	50,00 \$	- \$		680,20 \$
Jean, Cynthia	directrice	Examen des travaux d'aménagement au Bureau du Québec à Ottawa	2020-07-26	2020-07-27	Ottawa (ON)	20,00 \$	194,86 \$	46,44 \$	- \$		261,30 \$
Tadros, Catherine	cheffe de poste	Congé au Québec conformément à la Directive sur les fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2020-08-01	2020-08-28	Québec (Qc)	793,92 \$	- \$	- \$	- \$		793,92 \$
Charland, Gilbert	secrétaire général associé	Rencontre du premier ministre avec son homologue de l'Ontario, M. Doug Ford	2020-09-08	2020-09-09	Toronto (ON)	818,50 \$	166,00 \$	45,50 \$	- \$		1 030,00 \$
Lefebvre, Maud-Andrée	cheffe de poste	Voyage préalable à la prise de poste conformément à la Directive sur les fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2020-09-08	2020-10-01	Moncton (N-B)	733,92 \$	3 150,23 \$	1 400,80 \$	- \$		5 284,95 \$
Meloche, Véronique	conseillère	Rencontre du premier ministre avec son homologue de l'Ontario, M. Doug Ford	2020-09-08	2020-09-09	Toronto (On)	773,50 \$	182,93 \$	30,94 \$	- \$		987,37 \$
Lefebvre, Maud-Andrée	cheffe de poste	Séjour initial et déménagement conformément à la Directive sur les fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2020-10-13	2020-11-03	Moncton (N-B)	365,28 \$	2 777,50 \$	1 263,00 \$	- \$		4 405,78 \$
Fortin, Myriam	conseillère	Séjour initial et déménagement conformément à la Directive sur les fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2020-11-03	2020-11-19	Moncton (N-B)	365,28 \$	2 431,55 \$	796,25 \$	- \$		3 593,08 \$
Grand Total :						4 657,60 \$	9 364,53 \$	3 700,43 \$	- \$		17 722,56 \$

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 2 :**

**POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRE, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2020-2021 :**

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

**Réponse :** Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes n'a engagé aucune dépense pour des déplacements au Québec faits en avion ou en hélicoptère. À noter qu'en ce qui concerne le cabinet de la ministre, le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1er avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère concerné en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

Voir

<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/deplacement/dep-qc.asp>

<https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/frais-et-depenses/#c15029>

<https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation>

## SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### QUESTION 3 :

**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :**

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

**Réponse :** Voir document joint. À noter que le ministère de la Justice répondra à cette question pour les dépenses du cabinet de la ministre pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du conseil du trésor, du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère concerné en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). Voir :

<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/pub/contrat-pub-promo.asp>  
<https://www.justice.gouv.qc.ca/centre-de-documentation/documents-ministeriels/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/frais-et-depenses/>  
<https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation>

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 3 : LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES

DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2021	MONTANT
<b>PUBLICITÉ</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Placement publicitaire du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes</li></ul>	<b>12 372 \$</b>
Publicité sur les plateformes Internet et lors des évènements des Rendez-vous de la Francophonie 2021 (Fondation canadienne pour le dialogue des cultures)	6 000 \$
Campagne publicitaire à l'occasion de la fête nationale de l'Acadie 2020 (médias imprimés et Internet) (CSPQ)	2 682 \$
Placement publicitaire pour le 40 <sup>e</sup> anniversaire du bureau de Québec dans les provinces atlantiques (médias imprimés) (CSPQ)	3 690 \$
<b>ARTICLES PROMOTIONNELS</b>	<b>0 \$</b>
<b>COMMANDITES</b>	<b>0 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b><u>12 372 \$</u></b>

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 4 :**

**LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES  
SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC)  
EN INDIQUANT :**

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

**LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L'INTERMÉDIAIRE  
D'UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLER LES PUBLICITÉS  
EFFECTUÉES SUR INTERNET.**

**Réponse : Voir document joint. À noter qu'en ce qui concerne le cabinet de la ministre, le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1er avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.**

**Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.**

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 4 : LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC)

DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2021	MONTANT
<ul style="list-style-type: none"><li>Placement publicitaire du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes</li></ul>	
Publicité sur les plateformes Internet et lors des évènements des Rendez-vous de la Francophonie 2021 (Fondation canadienne pour le dialogue des cultures)	6 000 \$
Campagne publicitaire à l'occasion de la fête nationale de l'Acadie 2020 (Internet) (CSPQ)	100 \$
GRAND TOTAL	6 100 \$

## **SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

#### **QUESTION 5 :**

#### **LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT:**

##### Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

##### Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

##### Par un professionnel ou une firme externe :

- i) les sommes dépensées 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**Réponse :** Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes n'a eu aucune dépense en cette matière au 28 février 2021. À noter qu'en ce qui concerne le cabinet de la ministre, le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1er avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 6 :**

**LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :**

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**Réponse : Une somme de 269 \$ a été consacrée pour la participation d'un employé à une séance de formation par webinaire sur le thème: « Bâtir un plan de communication efficace », offerte par Isarta formations.**

**L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). Voir <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/formation.asp>**

## SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### QUESTION 7 :

#### LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

Organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

**Réponse :** À noter que le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1er avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

Par ailleurs, l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère de la Justice et du Secrétariat du Conseil du trésor en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Voir :

<https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/frais-et-depenses/#c15029>

<https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation>

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 8 :**

**LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
  - a) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

**Réponse :** Voir document joint. À noter qu'en ce qui concerne le cabinet de la ministre, le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

## SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**QUESTION 8 : LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021**

#### Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	MONTANT AU CONTRAT	DÉPENSE RÉELLE (AU 28 FÉV. 2021)
Astley Gilbert Limited	Murale pour le Bureau du Québec à Ottawa	Gré à gré	2 113 \$	2 113 \$
Clic Expat	Révision annuelle des normes de logement pour les villes de Moncton, Toronto et Vancouver	Gré à gré	2 100 \$	875 \$
Entreprise location d'autos	Location d'un véhicule pour une employée redéployée dans le cadre de la lutte contre la COVID	Gré à gré	1 205 \$	1 205 \$
Fondation canadienne pour le dialogue des cultures	Visibilité dans le cadre des Rendez-vous de la francophonie 2021	Gré à gré	6 000 \$	6 000 \$
Institut du Nouveau Monde	Fournir les services de formation s'intitulant : "Initiation à la participation publique" et "Comment tirer profit des Civic tech. en période de distanciation physique?"	Gré à gré	1 650 \$	1 650 \$
Ipolitics	Abonnement du Bureau du Québec à Ottawa à Ipolitics	Gré à gré	1 767 \$	1 767 \$
Queen's Park Today	Abonnement du Bureau du Québec à Toronto à Queen's Park Today	Gré à gré	1 650 \$	1 650 \$
<b>TOTAL</b>			<b>16 485 \$</b>	<b>15 260 \$</b>

A noter que les dépenses relatives aux contrats de 1 000 \$ et plus avec les agences de voyage sont présentées à la question 1 des renseignements généraux.

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 9 :**

**LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU  
MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**Réponse :      Ne s'applique pas.**

**L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 10 :**

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 :**

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

**Réponse : Ne s'applique pas.**

**Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.**

## SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### QUESTION 11 :

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
- m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

**Réponse :** La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif.

À noter que de l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 12 :**

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN  
INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME,  
D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU  
MINISTÈRE, INDIQUER :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

**Réponse :**      **Veillez vous référer à la question 11 des renseignements généraux.**

## SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### QUESTION 13 :

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. au Québec;
  - II. à l'extérieur du Québec.

**Réponse :** Voir ci-dessous les données au 28 février 2021. À noter que pour les dépenses du cabinet ministériel, le ministère de la Justice répondra à la question pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'assemblée nationale.

- a) 3 578 \$
- b) 290 \$
- c) 53 322 \$
- d) 3 074 \$
- e) 0 \$
- f) 13 144 \$
- g) 13 961 \$
- h) 7 253 \$
- i) 0 \$
- j) 4 830 \$

- I. 4 830 \$
- II. 0 \$

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 14 :

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Réponse : Voir ci-dessous les données au 28 février 2021.

Coût d'acquisition	144 \$
Coût d'utilisation, des contrats, des frais d'itinérance	9 443 \$
Coût lié au dépassement des forfaits de données	1 306 \$
Coût de résiliation	44 \$
Total	10 937 \$

À noter que le ministère de la Justice fournira les données pour le cabinet ministériel pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

L'information fournie en réponse à cette question est également diffusée sur une base trimestrielle en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Voir :

<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/telecom/contrat-telecom.asp> et

[https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/contenu/documents/Fr\\_francais/centredoc/rapports/ministere/acces\\_information/frais-depenses/2019-2020/t1/RA\\_Depenses\\_2019-2020\\_Q\\_25-A-J\\_MJQ.pdf](https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/contenu/documents/Fr_francais/centredoc/rapports/ministere/acces_information/frais-depenses/2019-2020/t1/RA_Depenses_2019-2020_Q_25-A-J_MJQ.pdf)

[https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/acces\\_information/depenses/2021/Octobre\\_Decembre/25\\_Contrats\\_de\\_telecommunication\\_mobile.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/acces_information/depenses/2021/Octobre_Decembre/25_Contrats_de_telecommunication_mobile.pdf)

## **SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

#### **QUESTION 15 :**

**CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020-2021 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :**

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi pour 2020-2021 et les cinq années précédentes;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi;
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

**Réponse : Voir documents joints.**

**La sous-question (h) n'est pas en lien avec l'exercice d'étude des crédits.**

**En ce qui a trait à l'information recherchée en (i) concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 et le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser l'accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.**

**Les réponses aux sous-questions (n), (o), (p) et (r) seront fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor.**

**Quant à la sous-question (q), il n'y a eu aucun poste aboli en 2020-2021.**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 15 a) et b) : le nombre et la répartition des effectifs, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, des membres des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

**DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021**

<b>CORPS D'EMPLOI</b>	<b>PERSONNEL MASCULIN</b>	<b>PERSONNEL FÉMININ</b>	<b>MOINS DE 35 ANS</b>	<b>35 ANS ET PLUS</b>	<b>PERSONNES HANDICAPÉES</b>	<b>ANGLOPHONES</b>	<b>AUTOCHTONES</b>	<b>MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES</b>
EMPLOIS SUPÉRIEURS	3	4	0	7				
CADRES	2	2	0	4				
PROFESSIONNELS	20	15	13	22		1	1	2
FONCTIONNAIRES	1	8	3	6				
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>16</b>	<b>39</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>% par rapport à l'effectif régulier en place (55)</b>	<b>47,3%</b>	<b>52,7%</b>	<b>29,1%</b>	<b>70,9%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,8%</b>	<b>3,6%</b>

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 15 c) e) f) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; le nombre et la répartition (argent, vacances, etc.) des heures supplémentaires ainsi que le coût le coût par employé selon la classe de travail; le nombre total de jours de vacances pris par le personnel**

**DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021**

	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL JRS			NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL JRS			NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES								
							HRES		HRES		TOTAL HRES		TOTAL COÛTS		
							PAYÉES		COMPENSÉES						
	CADRES ET TES	PROF.	FONC.	CADRES ET TES	PROF.	FONC.	PROF.	FONC.	PROF.	FONC.	PROF.	FONC.	PROF.	FONC.	
AVRIL	-	-	-	-	22,4	22,0	22,8	-	-	-	-	22,8	-	1 285 \$	0 \$
MAI	-	3,0	3,5	-	24,2	21,0	45,8	-	11,1	-	56,9	-	2 699 \$	0 \$	
JUIN	14,0	54,0	14,0	-	21,5	28,0	31,8	-	20,3	-	52,1	-	2 549 \$	0 \$	
JUILLET	22,0	140,5	43,5	0,3	7,3	27,0	13,0	-	15,0	-	28,0	-	1 239 \$	0 \$	
AOÛT	41,0	153,0	29,0	-	16,0	24,0	-	-	12,5	-	12,5	-	583 \$	0 \$	
SEPTEMBRE	8,0	54,0	5,0	1,5	5,9	20,4	-	-	36,5	-	36,5	-	2 070 \$	0 \$	
OCTOBRE	-	9,0	9,0	-	8,2	13,9	-	-	16,5	-	16,5	-	855 \$	0 \$	
NOVEMBRE	6,0	2,5	4,5	-	12,6	6,1	-	-	34,5	-	34,5	-	1 851 \$	0 \$	
DÉCEMBRE	12,0	87,5	31,8	2,0	31,5	4,6	-	-	22,5	7,8	22,5	7,8	1 442 \$	291 \$	
JANVIER	6,0	23,0	8,3	2,3	27,5	1,6	-	-	25,3	6,0	25,3	6,0	1 245 \$	268 \$	
FÉVRIER	0,5	9,0	2,0	-	24,5	9,5	-	-	2,3	-	2,3	-	120 \$	0 \$	
SOUS-TOTAUX	109,5	535,5	150,5	6,1	201,5	178,2	113,4	-	196,5	13,8	309,9	13,8	15 939 \$	559 \$	
TOTAUX	795,5			385,8			113,4		210,3		323,7		16 498 \$		

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 15 d) et g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie et le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021

MALADIES - NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS ET OCCASIONNELS

	0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	100 jrs +	Total
EMPLOIS SUPÉRIEURS	6	0	1	0	7
CADRES	0	1	2	1	4
PROFESSIONNELS	7	22	4	3	36
FONCTIONNAIRES	6	4	1	1	12
TOTAL	19	27	8	5	59

MALADIES - VALEUR ESTIMÉE (\$)

0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	100 jrs +
594 \$	- \$	47 869 \$	- \$
- \$	18 909 \$	54 715 \$	70 335 \$
3 983 \$	163 169 \$	113 318 \$	159 668 \$
4 193 \$	14 982 \$	20 124 \$	30 620 \$
8 771 \$	197 059 \$	236 026 \$	260 623 \$

VACANCES - NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS ET OCCASIONNELS

	0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	Total
EMPLOIS SUPÉRIEURS	4	3	0	7
CADRES	3	0	1	4
PROFESSIONNELS	24	10	2	36
FONCTIONNAIRES	6	5	1	12
TOTAL	37	18	4	59

VACANCES - VALEUR ESTIMÉE (\$)

0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	Total
8 722 \$	46 750 \$	- \$	55 472 \$
9 539 \$	- \$	27 651 \$	37 190 \$
18 417 \$	45 256 \$	42 333 \$	106 006 \$
209 \$	17 089 \$	11 777 \$	29 075 \$
36 886 \$	109 095 \$	81 761 \$	227 742 \$

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 15 j) k) l) m)** l'évolution de l'effectif régulier par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction principale ou régions); l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail.

**DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021**

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI		RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR RÉGION ADMINISTRATIVE		NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL À CELUI PRÉVU (Complexité)	NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU (Horaire majoré)
EMPLOIS SUPÉRIEURS	7	Capitale-Nationale	49	16	2
CADRES	4	Montréal	1		
PROFESSIONNELS	35	Hors Québec	5		
FONCTIONNAIRES	9				
<b>TOTAL :</b>	<b>55</b>	<b>TOTAL:</b>	<b>55</b>		

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 16 :**

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2020-2021 DE :**

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

**Réponse :**

- a) **La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.**
- b) **Cette mesure a pris fin le 31 mars 2015.**
- c) **Voir la réponse à la question 16 a).**
- d) **Aucun**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 17 :**

**LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES  
MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR  
CHACUN D'EUX :**

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant ;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

**Réponse :      Voir document joint. Les bureaux du cabinet au SQRC sont inclus dans le coût du bail pour le 875, Grande Allée Est.**

**L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site internet du ministère du Conseil exécutif en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).**

**Voir**

**<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/index.asp>**

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 17 : LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES (AU 31 MARS 2021)

Emplacement	Superficie en pi <sup>2</sup> louée	Coût total annuel <sup>(1)</sup>	Coûts d'aménagement	Durée du bail	Firme propriétaire
<b>Québec</b> 875, Grande Allée Est Québec (Québec)	25 876	602 085 \$	0 \$	N/A	Société québécoise des infrastructures 1075, rue de l'Amérique française Québec (Québec) G1R 5P8
<b>Montréal</b> 770, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec)	108	3 928 \$	0 \$	du 2020-04-01 au 2025-12-31	Société québécoise des infrastructures 1075, rue de l'Amérique française Québec (Québec) G1R 5P8
<b>Moncton</b> 710-777, rue Main Moncton (Nouveau-Brunswick)	1 800	40 900 \$	0 \$	du 2018-10-29 au 2028-12-31	Heritage Ressources Inc. Case postale 887 Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 8N8
<b>Ottawa</b> 100, rue Murray, Suite 304 Ottawa (Ontario)	5 079	187 215 \$	445 725 \$	du 2020-05-01 au 2025-04-30	Sun Life Assurance Company of Canada and 8750804 Canada Inc. c/o BentallGreenOak (Canada) LP 50 O'Connor Street, Suite 610
<b>Toronto</b> 400 University Avenue - Bureau 1501 Toronto (Ontario)	5 062	227 185 \$	0 \$	du 2015-01-01 au 2025-01-31	400 University Avenue Inc. a/s Crown Property Management Inc. 175 Bloor Street East, South Tower, S-610 Toronto (Ontario) M4W 3R8

<sup>(1)</sup> Le coût total annuel inclut le loyer de base, les charges locatives, le stationnement (si applicable) ainsi que l'ajustement, en cours d'année, des taxes et des coûts d'opération entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2021.

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 18 :**

**CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES  
DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :**

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

**Réponse : La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 19 :**

**PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES, RATIO  
LOCATION PROPRIÉTÉ ET NOUVEAU PIED-CARRÉS EN  
PROPRIÉTÉ.**

**Réponse : Voir la réponse à la question 18 des renseignements  
généraux.**

**La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique  
uniquement aux immeubles dont l'organisme public est  
propriétaire.**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 20 :**

**POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :**

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**Réponse :**

Bureau du Québec à Ottawa

Travaux d'aménagement pour la réouverture	445 725 \$
---	------------

Aucune dépense n'a été engendrée pour les locaux du cabinet au Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

À noter que les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 21 :**

**DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :**

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**Réponse : Voir la réponse à la question 20 des renseignements généraux.**

## SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### QUESTION 22 :

**LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2020-2021, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :**

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

**Réponse :** Le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 23 :**

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2020-2021, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

**Réponse :** L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

**Voir**

**<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/index.asp>**

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTIONS 24 À 29

# demande 2021-2022	Sujet	Libellé de la demande 2021-2022	Réponse
RG 24	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	Ne s'applique pas.
RG 25	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
RG 26	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge ; c) prévisions pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
RG 27	Postes abolis par bureau régional	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Ne s'applique pas.
RG 28	Effectifs dans les bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission. a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service.  Ventiler le montant total par catégories.	Voir la réponse à la question 15 j) des renseignements généraux.
RG 29	Personnel rémunéré affecté à d'autres organismes	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé ou le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	Ne s'applique pas.

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 30 :

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse : Voir données ci-dessous au 28 février 2021. A noter que pour les dépenses du cabinet ministériel, le ministère de la Justice répondra à la question pour la période du 1er avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

Fournisseur	Nature du service	Coût
SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES		
Aquilon	journal (électronique)	30 \$
The Globe and Mail	Journal (électronique)	196 \$
Sous-total :		226 \$
BUREAU DU QUÉBEC À TORONTO		
Post media	journal (électronique)	477 \$
The Logic	journal (électronique)	75 \$
The Hill Times	journal (électronique)	299 \$
Inside Queen’s Park	journal (électronique)	161 \$
Ipoltics	journal (électronique)	198 \$
La Liberté	journal (électronique)	27 \$
The Globe & Mail – Toronto	journal (électronique)	328 \$
Queen’s Park Today	journal (électronique)	1 650 \$
Star Metroland	journal (électronique)	165 \$
National Post	journal (électronique)	100 \$
WPG Free Press Online	journal (électronique)	79 \$
Winnipeg Free Press	journal (électronique)	36 \$
Sous-total :		3 595 \$
BUREAU DU QUÉBEC DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES		
Brunswick News inc.	journal (électronique)	116 \$
La Voix Acadienne	journal (électronique)	40 \$
AllNovaScotia	journal (électronique)	390 \$
Imprimerie Lescarbot Ltée	journal (électronique)	39 \$
Sous-total :		585 \$
BUREAU DU QUÉBEC À OTTAWA		
Press Reader	journal (électronique)	395 \$
Hill Times Publishing inc.	journal (électronique)	299 \$
Ipoltics	journal (électronique)	1 767 \$
Sous-total :		2 461 \$
TOTAL :		6 867 \$

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 31 :**

**LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2019-2020, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :**

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégorie.

**Réponse : Voir la réponse à la question 30 des renseignements généraux.**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 32 :**

**LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.**

**Réponse :      Ne s'applique pas.**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 33 :**

**POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site ;
- i) les noms des domaines réservés ;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

- Réponse :**
- a) **[www.sqrc.gouv.qc.ca](http://www.sqrc.gouv.qc.ca)**
  - b) **Direction des communications du MCE**
  - c) **Ne s'applique pas**
  - d) **0 \$ (inclus dans l'infrastructure Québec.ca)**
  - e) **Une refonte a été réalisée en 2015 par le personnel du ministère du Conseil exécutif afin de l'actualiser.**
  - f) **Non pertinent à l'étude des crédits**
  - g) **Non pertinent à l'étude des crédits**
  - h) **Non pertinent à l'étude des crédits**
  - i) **Non pertinent à l'étude des crédits**
  - j) **0 \$ (inclus dans l'infrastructure Québec.ca)**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 34 :**

**NOMINATIONS, POUR 2020-2021, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :**

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

**Réponse : Voir la réponse à la question 8 des renseignements généraux.**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 35 :**

**POUR 2020-2021, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC EN PRÉCISANT :**

- a) Les régions et les villes visitées ;
- b) Les personnes rencontrées ;
- c) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ;
- d) Les raisons du déplacement ;
- e) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- f) Les coûts ventilés ;
- g) Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

**Réponse : Ne s'applique pas.**

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 36 :**

**LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2020-2021 :**

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

**Réponse :** La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, pour la période du 1er avril au 21 juin 2020, et par le Secrétariat du Conseil du trésor pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 37 :**

**LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.**

**Réponse :** La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 38 :**

**LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2020-2021, ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.**

**RÉPONSE :** Voir documents joints.

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 38 : LISTE DES DÉCRETS D'AUTORISATION (AU 28 FÉVRIER 2021)  
(articles 3.11 3.12.1, L.R.Q., chapitre M-30, Loi sur le ministère du Conseil exécutif)

	Numéro	Titre	Date signature
1	423-2020	Autorisation à l'Office municipal d'habitation de Québec de conclure une convention de contribution avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme de	8 avril 2020
2	464-2020	Autorisation à la Ville de Trois-Rivières de conclure un acte de vente avec l'Administration portuaire de Trois-Rivières	22 avril 2020
3	576-2020	Autorisation à la Municipalité de Boischatel de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	3 juin 2020
4	599-2020	Autorisation à la Ville de Montréal de conclure deux contrats de collaboration avec l'Office national du film du Canada	10 juin 2020
5	600-2020	Autorisation à la Ville de Québec de conclure avec le gouvernement du Canada une entente relative à l'occupation d'un immeuble aux fins de travaux dans le cadre du projet de Réseau structurant de transport en commun	10 juin 2020
6	733-2020	Autorisation à la Ville de Lac-Mégantic de conclure deux ententes avec la Société d'aide au développement de la collectivité de la région de Mégantic dans le cadre du Fonds pour les infrastructures communautaires	8 juillet 2020
7	821-2020	Autorisation à la Ville de Rouyn-Noranda de conclure une entente de confidentialité avec l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien dans le cadre de la construction et de l'exploitation d'une nouvelle aérogare à l'aéroport de Rouyn-Noranda	12 août 2020
8	822-2020	Autorisation à la Ville de Rouyn-Noranda de conclure l'Entente de modification n° 1 à l'entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	12 août 2020
9	852-2020	Autorisation à PME MTL Centre-ville de conclure une entente de contribution avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale du programme Croissance économique régionale par l'innovation	19 août 2020
10	853-2020	Autorisation à PME MTL West-Island de conclure une entente de contribution avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale du programme Croissance économique régionale par l'innovation	19 août 2020
11	854-2020	Autorisation à PME MTL Grand Sud-Ouest de conclure une entente de contribution avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale du programme Croissance économique régionale par l'innovation	19 août 2020
12	855-2020	Autorisation à PME MTL Centre-Est de conclure une entente de contribution avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale du programme Croissance économique régionale par l'innovation	19 août 2020
13	856-2020	Autorisation à PME MTL Centre-Ouest de conclure une entente de contribution avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale du programme Croissance économique régionale par l'innovation	19 août 2020
14	857-2020	Autorisation à PME MTL Est-de-l'Île de conclure une entente de contribution avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale du programme Croissance économique régionale par l'innovation	19 août 2020
15	929-2020	Autorisation à la Ville de Montréal de conclure avec notamment le gouvernement du Canada une entente modificatrice à l'Entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain	9 septembre 2020
16	951-2020	Autorisation à la Ville de Rimouski de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour les espaces culturels	16 septembre 2020

17	952-2020	Autorisation à la Ville de Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	16 septembre 2020
18	970-2020	Autorisation à la Ville de Montréal de conclure notamment avec le gouvernement du Canada une deuxième entente modificatrice à l'Entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain	23 septembre 2020
19	1097-2020	Autorisation à la Municipalité régionale de comté de Roussillon de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide aux musées	21 octobre 2020
20	1098-2020	Autorisation à la Ville de Montréal de conclure un règlement à l'amiable avec le Procureur général du Canada relativement au bris d'une conduite d'aqueduc secondaire municipale	21 octobre 2020
21	1120-2020	Autorisation à l'Office municipal d'habitation de Gaspé de conclure une convention de contribution avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme de financement initial	28 octobre 2020
22	1121-2020	Autorisation à la Ville de Gaspé de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	28 octobre 2020
23	1213-2020	Autorisation à la Ville de Sept-Îles de conclure une convention de servitude avec le gouvernement du Canada	18 novembre 2020
24	1214-2020	Autorisation à l'Office municipal d'habitation de Saint-Jérôme de conclure une convention de contribution avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme de financement initial	18 novembre 2020
25	1215-2020	Autorisation à l'Office municipal d'habitation de Saint-Jérôme de conclure une convention de prêt avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme de financement initial	18 novembre 2020
26	1277-2020	Autorisation à la Ville de Québec de conclure deux ententes avec le Conseil de la Nation huronne-wendat relativement à l'inclusion de certains lots au territoire de la réserve de Wendake	2 décembre 2020
27	1278-2020	Autorisation à la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay, la Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy, la Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est et la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine de conclure une entente d'entraide intercommunautaire régionale avec Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	2 décembre 2020
28	1311-2020	Autorisation à l'Office municipal d'habitation de Mirabel de conclure une convention de contribution avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme de	9 décembre 2020
29	1312-2020	Autorisation à l'Office municipal d'habitation de Mirabel de conclure une convention de prêt avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme de financement initial	9 décembre 2020
30	1313-2020	Autorisation à la Ville de Laval de conclure un protocole d'entente avec le commissaire de la concurrence afin de promouvoir la coopération et la coordination pour aborder les activités collusoires ainsi que les pratiques commerciales trompeuses sur le territoire de la	9 décembre 2020
31	1314-2020	Autorisation à l'Administration régionale Kativik de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de modification à l'Entente transitoire modifiant l'Entente de financement entre le Canada et l'Administration régionale Kativik dans le cadre de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones	9 décembre 2020
32	1361-2020	Autorisation à l'Administration régionale Kativik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur n° 4 à l'Accord de contribution dans le cadre du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques	16 décembre 2020
33	1362-2020	Autorisation à la Ville de Québec de conclure avec le gouvernement du Canada une entente relative à l'occupation d'un immeuble permettant d'entamer des travaux pour les fins de la réalisation du projet de Réseau structurant de transport en commun	16 décembre 2020
34	6-2021	Autorisation à la Ville de Gaspé de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	13 janvier 2021
35	36-2021	Autorisation à la Ville de Montréal de conclure une entente de financement avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Défi des villes intelligentes, pour la réalisation de son projet	20 janvier 2021

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 38 : LISTE DES ARRÊTÉS MINISTÉRIELS (AU 28 FÉVRIER 2021)  
(article 3.12, L.R.Q., chapitre M-30, Loi sur le ministère du Conseil exécutif)

	Numéro	Titre	Date de signature
1	A2020-049	Autorisation à l'Université de Montréal et à l'Université de Sherbrooke de conclure avec l'organisme Instituts de recherche en santé du Canada une entente modificatrice à l'Entente de financement pour l'Unité de soutien du Québec	8 avril 2020
2	A2020-050	Autorisation à l'organisme RÉZO (santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels) de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Fonds d'initiatives communautaires en matière de VIH/sida et d'hépatite C »	16 avril 2020
3	A2020-051	Autorisation à Native Women's Shelter of Montreal de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 2 à l'Accord de contribution dans le cadre du programme « Services de santé non assurés – intervention de crise en santé mentale »	23 avril 2020
4	A2020-052	Autorisation à l'organisme Carrefour-Ressources de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	23 avril 2020
5	A2020-053	Autorisation à l'organisme Centre SCAMA de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	23 avril 2020
6	A2020-054	Autorisation à l'organisme Centre-femmes de Rimouski de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires	23 avril 2020
7	A2020-055	Autorisation à la Maison des jeunes de Coaticook de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	23 avril 2020
8	A2020-056	Autorisation à Hydro-Québec de conclure l'Entente concernant la révision du loyer exigible pour la location des forces hydrauliques de la rivière des Outaouais	28 avril 2020
9	A2020-057	Autorisation au Centre d'action bénévole Soulanges de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	4 mai 2020
10	A2020-058	Autorisation à l'organisme Café Partage d'Argenteuil de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	4 mai 2020
11	A2020-059	Autorisation à l'organisme Les Cuisines Collectives de Matha de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures	4 mai 2020
12	A2020-060	Autorisation à l'organisme Le Grenier des Collines de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	4 mai 2020
13	A2020-061	Autorisation à la Coopérative de solidarité Les Serres du Dos Blanc de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	12 mai 2020
14	A2020-062	Autorisation à l'organisme Resto Plateau de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	12 mai 2020
15	A2020-063	Autorisation à l'organisme L'Alliance des femmes de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	12 mai 2020
16	A2020-064	Autorisation au Comité de vie de quartier Duff-Court de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	12 mai 2020
17	A2020-065	Autorisation au Centre d'action bénévole La Grande Corvée de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires	12 mai 2020
18	A2020-066	Autorisation au Centre d'entraide et de dépannage de St-Zénon de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	12 mai 2020
19	A2020-067	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke de conclure un accord de financement avec le Partenariat canadien contre le cancer	12 mai 2020
20	A2020-068	Autorisation à l'organisme Cuisines collectives du Haut-Saint-François de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	13 mai 2020
21	A2020-069	Autorisation à l'organisme La Manne Quotidienne de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	13 mai 2020
22	A2020-070	Autorisation à l'organisme La Cellule jeunes et familles de Brome-Missisquoi de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	13 mai 2020
23	A2020-071	Autorisation au Centre d'action bénévole Beauce-Etchemin de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires	13 mai 2020
24	A2020-072	Autorisation au Centre des aînés de Pointe-Saint-Charles de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires	13 mai 2020
25	A2020-073	Autorisation à l'organisme Développement St-Godard de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	20 mai 2020
26	A2020-074	Autorisation à l'organisme Le Piolet de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	25 mai 2020
27	A2020-075	Autorisation à Transition énergétique Québec de conclure une entente de partenariat avec le gouvernement du Canada permettant d'accélérer la transition énergétique du Québec	26 mai 2020
28	A2020-076	Autorisation à Hydro-Québec de conclure avec le gouvernement du Canada la modification no 1 à l'accord de contribution remboursable conclu dans le cadre du programme intitulé « Programme de déploiement sur les énergies renouvelables et de déploiement des réseaux électriques intelligents »	2 juin 2020
29	A2020-077	Autorisation à l'organisme Tremplin Travail Vallée de la Matapédia Inc. de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	8 juin 2020
30	A2020-078	Autorisation à la Coopérative de solidarité Marché mobile de Gatineau de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	8 juin 2020
31	A2020-079	Autorisation à l'organisme Les Tabliers en folie de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	8 juin 2020
32	A2020-080	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution visant l'offre de soins dans la communauté et des activités de promotion de la santé et de prévention des maladies	9 juin 2020
33	A2020-081	Autorisation à l'organisme Regroupement Naissances Respectées de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	9 juin 2020

34	<b>A2020-082</b>	Autorisation à l'Université du Québec à Trois-Rivières de conclure un accord modificateur avec le gouvernement du Canada pour le projet intitulé « STEP : Soutenir la transition et l'engagement dans la parentalité (STEP) chez les adultes ayant vécu de mauvais traitements au cours de leur enfance »	9 juin 2020
35	<b>A2020-083</b>	Autorisation à l'organisme Tandem Mauricie de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds pour la réduction des méfaits »	17 juin 2020
36	<b>A2020-084</b>	Autorisation à la Maison de réhabilitation L'Exode inc. de conclure une convention de prêt avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	25 juin 2020
37	<b>A2020-085</b>	Autorisation à l'organisme C.A.C.T.U.S. Montréal de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds de réduction des méfaits »	25 juin 2020
38	<b>A2020-086</b>	Autorisation à la Maison de la Famille de St-François de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locale »	25 juin 2020
39	<b>A2020-087</b>	Autorisation à l'organisme Cuisines collectives de Dégelis de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	25 juin 2020
40	<b>A2020-088</b>	Autorisation à la Maison de réhabilitation L'Exode inc. de conclure une convention de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	25 juin 2020
41	<b>A2020-089</b>	Autorisation à l'organisme Ressource Espace Familles, aussi enregistré sous le nom de Solidarité Sainte-Ursule, de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	26 juin 2020
42	<b>A2020-090</b>	Autorisation à la Table de concertation communautaire Mirabelloise de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	26 juin 2020
43	<b>A2020-091</b>	Autorisation au Centre de la petite enfance Parc-en-ciel de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	26 juin 2020
44	<b>A2020-092</b>	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure le Protocole d'accord relatif au partage des données pour la vigie des décès et des méfaits liés à la consommation d'opioïdes et autres substances psychoactives au Canada avec le gouvernement du Canada	26 juin 2020
45	<b>A2020-093</b>	Autorisation à l'organisme Enfant d'Abord de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	3 juillet 2020
46	<b>A2020-094</b>	Autorisation à l'organisme Pavillon de l'Assuétude de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	3 juillet 2020
47	<b>A2020-095</b>	Autorisation à la Société ferroviaire Qc Rail s.e.c. de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme intitulé « Fonds national des corridors commerciaux »	10 juillet 2020
48	<b>A2020-096</b>	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada un protocole d'accord relatif au développement de tableaux de données agrégées décrivant les résultats de l'étude Engage	10 juillet 2020
49	<b>A2020-097</b>	Autorisation à Compétence Culture de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du fonds « Stratégie numérique » du Conseil des arts du Canada	17 juillet 2020
50	<b>A2020-098</b>	Autorisation à l'organisme Projet L.U.N.E. de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds de réduction des méfaits »	17 juillet 2020
51	<b>A2020-099</b>	Autorisation à l'organisme Dopamine de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds de réduction des méfaits »	17 juillet 2020
52	<b>A2020-100</b>	Autorisation au Conseil des appellations réservées et des termes valorisants de conclure un accord avec le gouvernement du Canada	17 juillet 2020
53	<b>A2020-101</b>	Autorisation à la Fédération des cégeps de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada pour le projet intitulé « Compétences-LeadershipÉducation »	17 juillet 2020
54	<b>A2020-102</b>	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds pour les maladies infectieuses et les changements climatiques »	17 juillet 2020
55	<b>A2020-103</b>	Autorisation au Regroupement des organismes de bassins versants du Québec de conclure un contrat de service avec le gouvernement du Canada	11 août 2020
56	<b>A2020-104</b>	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution visant l'offre de soins dans la communauté et des activités de promotion de la santé et de prévention des maladies	11 août 2020
57	<b>A2020-105</b>	Autorisation au Groupe d'entraide à l'intention des personnes séropositives et itinérantes de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds de réduction des méfaits »	11 août 2020
58	<b>A2020-106</b>	Autorisation à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec de conclure avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec l'Entente de contribution pour appuyer des entreprises touristiques du Québec dans leur adaptation aux normes de sécurité sanitaire (COVID-19)	11 août 2020
59	<b>A2020-107</b>	Autorisation à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec de conclure avec Destination Canada l'Accord de partenariat pour la relance touristique canadienne	11 août 2020
60	<b>A2020-108</b>	Autorisation à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec de conclure avec Destination Canada l'Accord mondial de partenariat no 1	14 août 2020
61	<b>A2020-109</b>	Autorisation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 3 à l'Accord de contribution visant l'offre de soins dans la communauté et des activités de promotion de la santé et de prévention des maladies	11 août 2020
62	<b>A2020-110</b>	Autorisation au Regroupement des cuisines collectives de Gatineau de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	11 août 2020
63	<b>A2020-111</b>	Autorisation au Centre d'action bénévole de Sutton de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	11 août 2020
64	<b>A2020-112</b>	Autorisation au Centre de thérapie Isuarsivik de conclure une convention de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	11 août 2020
65	<b>A2020-113</b>	Autorisation au Centre de thérapie Isuarsivik de conclure une convention de prêt avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	11 août 2020
66	<b>A2020-114</b>	Autorisation à La Maison Communautaire Missinak de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 4 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques/PAPACUN »	11 août 2020
67	<b>A2020-115</b>	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure l'Accord modificateur numéro 2 à l'Accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de contribution des Centres de collaboration nationale en santé publique »	17 août 2020
68	<b>A2020-116</b>	Autorisation au Centre Étape atelier de formation pour les femmes inc. de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme de promotion de la	17 août 2020
69	<b>A2020-117</b>	Autorisation au Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue de conclure une entente en vertu des articles 37.6 et 37.7 de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) et prévoyant les autorisations en vertu de l'article 33 de la LPJ et de l'article 22 de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents avec les communautés de Lac-Simon, Kitchisakik, Pikogan et Winnipegav	21 août 2020
70	<b>A2020-118</b>	Autorisation à l'organisme Le Petit Pont de conclure avec le gouvernement du Canada une entente modificatrice à l'Entente de financement avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds canadien de justice familiale »	21 août 2020

71	<b>A2020-119</b>	Autorisation à l'organisme Les Enfants de l'Espoir de Hull de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds des infrastructures alimentaires locales »	21 août 2020
72	<b>A2020-120</b>	Autorisation au Centre de la petite enfance Premier Pas de La Tuque de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 4 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN) »	1 septembre 2020
73	<b>A2020-121</b>	Autorisation au Centre de la petite enfance Soleil Le Vent de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 4 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN) »	1 septembre 2020
74	<b>A2020-122</b>	Autorisation au Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	1 septembre 2020
75	<b>A2020-123</b>	Autorisation à Hydro-Québec de conclure un accord de contribution non remboursable avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'infrastructures pour véhicules à émission zéro »	6 septembre 2020
76	<b>A2020-124</b>	Autorisation au Centre de réadaptation régional Isuarsivik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution pour financer la construction d'une nouvelle infrastructure afin d'héberger le Centre de réadaptation régional Isuarsivik	9 octobre 2020
77	<b>A2020-125</b>	Autorisation à l'Agence forestière des Bois-Francs de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme « ÉcoAction »	30 décembre 2020
78	<b>A2020-126</b>	Autorisation à l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel de conclure avec le gouvernement du Canada un protocole d'entente concernant la prestation de services de soins psychiatriques fournis aux détenus du Service correctionnel du Canada - 1 <sup>er</sup> février 2020 au 31	30 octobre 2020
79	<b>A2020-127</b>	Autorisation à l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel de conclure avec le gouvernement du Canada un protocole d'entente concernant la prestation de services de soins psychiatriques fournis aux détenus du Service correctionnel du Canada - 1 <sup>er</sup> novembre 2020 au 30	30 octobre 2020
80	<b>A2020-128</b>	Autorisation à La Financière agricole du Québec de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Fonds d'urgence pour les mesures de soutien à la ferme »	30 octobre 2020
81	<b>A2020-129</b>	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution pour la réalisation d'un projet de soins de fin de vie chez les Cris de Fevou Istchee	4 novembre 2020
82	<b>A2020-130</b>	Autorisation à Héma-Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme « Séro-surveillance et recherche de la COVID-19 »	4 novembre 2020
83	<b>A2020-131</b>	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada un protocole d'accord relatif à l'utilisation accrue des données administratives sur la santé pour la surveillance de la démence au Canada	4 novembre 2020
84	<b>A2020-132</b>	Autorisation à l'Université du Québec à Trois-Rivières de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'infrastructures pour véhicules à émission zéro »	4 novembre 2020
85	<b>A2020-133</b>	Autorisation à la Maison d'aide et d'hébergement L'Aid'Elle inc. de conclure une convention de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement	11 novembre 2020
86	<b>A2020-134</b>	Autorisation à l'organisme Mirépi, maison d'hébergement inc. de conclure une convention de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement	11 novembre 2020
87	<b>A2020-135</b>	Autorisation à l'organisme Divers-Gens de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre »	16 novembre 2020
88	<b>A2020-136</b>	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke de conclure un protocole d'entente avec la Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé	20 novembre 2020
89	<b>A2020-137</b>	Autorisation à l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, regroupé sous LOJIQ – Les Offices jeunesse internationaux du Québec, de conclure une entente de collaboration avec le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada	25 novembre 2020
90	<b>A2020-138</b>	Autorisation à l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, regroupé sous LOJIQ – Les Offices jeunesse internationaux du Québec, de conclure une entente de collaboration avec la Société Nationale de l'Acadie	25 novembre 2020
91	<b>A2020-139</b>	Autorisation à l'organisme Égale action de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme intitulé « Programme de soutien au sport »	26 novembre 2020
92	<b>A2020-140</b>	Autorisation à l'Université de Sherbrooke de conclure avec l'organisme Instituts de recherche en santé du Canada une entente modificatrice à l'Entente de financement pour l'Unité de soutien du	26 novembre 2020
93	<b>A2020-141</b>	Autorisation à l'Université du Québec à Trois-Rivières de conclure l'Accord modificateur no 2 avec le gouvernement du Canada pour le projet intitulé « STEP : Soutenir la transition et l'engagement dans la parentalité (STEP) chez les adultes ayant vécu de mauvais traitements au cours de leur enfance »	30 novembre 2020
94	<b>A2020-142</b>	Autorisation à l'Université de Sherbrooke de conclure un accord modificateur avec le gouvernement du Canada pour le projet désormais intitulé « Prévenir les troubles anxieux chez les élèves du secondaire : évaluation de l'implantation et des effets du Programme HORS-PISTE pour une mise à l'échelle dans l'ensemble du Québec »	30 novembre 2020
95	<b>A2020-143</b>	Autorisation à l'organisme AlterHéros de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	30 novembre 2020
96	<b>A2020-144</b>	Autorisation à l'organisme GRIS-Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	30 novembre 2020
97	<b>A2020-145</b>	Autorisation au Conseil de bassin de la rivière Etchemin de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril »	30 novembre 2020
98	<b>A2020-146</b>	Autorisation à la Coalition des familles LGBT de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	30 novembre 2020
99	<b>A2020-147</b>	Autorisation à l'Association LGBT+ Baie-des-Chaleurs de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	30 novembre 2020
100	<b>A2020-148</b>	Autorisation au Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril »	30 novembre 2020
101	<b>A2020-149</b>	Autorisation au Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril »	30 novembre 2020
102	<b>A2020-150</b>	Autorisation à Hydro-Québec de conclure avec la Première Nation des Innus de Nutashkuan l'Entente sur le projet de raccordement du village de La Romaine et de la communauté d'Unamen	14 décembre 2020
103	<b>A2020-151</b>	Autorisation à l'organisme Conseil québécois LGBT de conclure l'Entente modificatrice numéro 3 à l'Accord de contribution avec le gouvernement du Canada	14 décembre 2020
104	<b>A2020-152</b>	Autorisation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 4 à l'Accord de contribution visant l'offre de soins dans la communauté et des activités de promotion de la santé et de prévention des maladies	17 décembre 2020

105	<b>A2020-153</b>	Autorisation à l'Agence de mise en valeur des forêts privées des Appalaches de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril »	17 décembre 2020
106	<b>A2020-154</b>	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 2 à l'Accord de contribution visant l'offre de soins dans la communauté et des activités de promotion de la santé et de prévention des maladies	17 décembre 2020
107	<b>A2020-155</b>	Autorisation à la Fondation Émergence inc. de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	17 décembre 2020
108	<b>A2020-156</b>	Autorisation à l'organisme RÉZO de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité de l'expression de genre »	17 décembre 2020
109	<b>A2020-157</b>	Autorisation au Centre Interligne inc. de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	17 décembre 2020
110	<b>A2020-158</b>	Autorisation à la Société des traversiers du Québec de conclure un bail avec le gouvernement du Canada pour des installations situées au quai de La Tabatière	17 décembre 2020
111	<b>A2021-001</b>	Autorisation à La Maison Tangente inc. de conclure une convention de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	12 janvier 2021
112	<b>A2021-002</b>	Autorisation à la Société d'habitation Le Paillason de conclure une convention de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	12 janvier 2021
113	<b>A2021-003</b>	Autorisation au Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	12 janvier 2021
114	<b>A2021-004</b>	Autorisation au Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada	12 janvier 2021
115	<b>A2021-005</b>	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada un protocole d'accord relatif à la création d'un réseau canadien pour la santé dans toutes les politiques	19 janvier 2021
116	<b>A2021-006</b>	Autorisation à l'organisme L'Antre-Hulloises inc. de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modificatrice no 2 à l'Entente de subvention dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	19 janvier 2021
117	<b>A2021-007</b>	Autorisation à l'organisme La maison d'aide et d'hébergement Blanche-Morin de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modificatrice no 1 à l'Entente de subvention dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	19 janvier 2021
118	<b>A2021-008</b>	Autorisation à l'Organisme des bassins versants de la Côte-du-Sud de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire « ÉcoAction »	19 janvier 2021
119	<b>A2021-009</b>	Autorisation au Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 3 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Fonds de Nutrition Nord Canada »	20 janvier 2021
120	<b>A2021-010</b>	Autorisation au Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement « Fonds canadien pour la nature »	20 janvier 2021
121	<b>A2021-011</b>	Autorisation au Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril »	20 janvier 2021
122	<b>A2021-012</b>	Autorisation au Conseil régional de l'environnement de la Montérégie de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement « Fonds canadien pour la nature »	22 janvier 2021
123	<b>A2021-013</b>	Autorisation à la Société de protection des forêts contre le feu de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada pour la traduction de documents de formation du Système de commandement en cas d'incident	27 janvier 2021
124	<b>A2021-014</b>	Autorisation à l'organisme Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean (Récif 02) de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modificatrice no 2 à l'Entente de subvention dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	3 février 2021
125	<b>A2021-015</b>	Autorisation à l'organisme Table des groupes de femmes de Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modificatrice à l'Entente de subvention dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	3 février 2021
126	<b>A2021-016</b>	Autorisations à la Société québécoise des infrastructures relativement à la promesse d'achat d'immeuble au gouvernement du Canada pour le lot 3 759 439, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Rouyn-Noranda, et à l'Acte de vente de cet immeuble	3 février 2021
127	<b>A2021-017</b>	Autorisation à l'organisme Spectre de rue inc. de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Fonds pour la réduction des	5 février 2021
128	<b>A2021-018</b>	Autorisation à l'organisme Dopamine de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Fonds pour la réduction des méfaits	5 février 2021
129	<b>A2021-019</b>	Autorisation au Bureau régional d'action sida (Outaouais) de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Fonds pour la réduction des méfaits »	5 février 2021
130	<b>A2021-020</b>	Autorisation au Centre Sida Amitié de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Fonds pour la réduction des méfaits	5 février 2021
131	<b>A2021-021</b>	Autorisation à la Maison pour femmes immigrantes de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modificatrice no 1 à l'Entente de subvention dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	5 février 2021
132	<b>A2021-022</b>	Autorisation à l'organisme CACTUS Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du « Fonds pour la réduction des méfaits	5 février 2021
133	<b>A2021-023</b>	Autorisation à l'organisme CALACS Maison ISA de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modificatrice no 2 à l'Entente de subvention dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	11 février 2021
134	<b>A2021-024</b>	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale de conclure une entente avec Excellence en santé Canada concernant une aide financière dans le cadre du Programme « SLD+ et pandémie : apprendre ensemble »	15 février 2021
135	<b>A2021-025</b>	Autorisation à la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec de conclure une convention de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	15 février 2021
136	<b>A2021-026</b>	Autorisation à la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec de conclure une convention de prêt avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de financement initial »	15 février 2021
137	<b>A2021-027</b>	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec de conclure une entente avec Excellence en santé Canada concernant une aide financière dans le cadre du Programme « SLD+ et pandémie : apprendre ensemble »	18 février 2021
138	<b>A2021-028</b>	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal de conclure une entente avec Excellence en santé Canada concernant une aide financière dans le cadre du Programme « SLD+ et pandémie : apprendre ensemble »	18 février 2021
139	<b>A2021-029</b>	Autorisation à l'organisme Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'action et de lutte contre le racisme »	24 février 2021

140	<b>A2021-030</b>	Autorisation à l'organisme Intégration Jeunesse du Québec inc. de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'action et de lutte contre le	24 février 2021
141	<b>A2021-031</b>	Autorisation à l'organisme Centre R.I.R.E. 2000 de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme »	24 février 2021
142	<b>A2021-032</b>	Autorisation au Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix) de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modificatrice no 1 à l'Entente de subvention dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	25 février 2021
143	<b>A2021-033</b>	Autorisation à l'organisme Le Tremplin, Centre pour personnes immigrantes et leurs familles de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme, volet Événements	25 février 2021
144	<b>A2021-034</b>	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution pour la surveillance des enjeux de sécurité routière afin de minimiser les risques de blessure, favoriser les saines habitudes de vie et prévenir les maladies chroniques	25 février 2021
145	<b>A2021-035</b>	Autorisation à Native Women's Shelter of Montreal de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 3 à l'Accord de contribution dans le cadre du programme « Services de santé non assurés – intervention de crise en santé mentale »	26 février 2021
146	<b>A2021-036</b>	Autorisation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 5 à l'Accord de contribution visant l'offre de soins dans la communauté et des activités de promotion de la santé et de prévention des maladies	26 février 2021
147	<b>A2021-037</b>	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 3 à l'Accord de contribution visant l'offre de soins dans la communauté et des activités de promotion de la santé et de prévention des maladies	26 février 2021
148	<b>A2021-038</b>	Autorisation au Comité de bassin de la rivière Chaudière de conclure une entente de financement avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds pour dommages à l'environnement	26 février 2021

# SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### QUESTION 38 : LISTE DES DÉCRETS D'EXCLUSION (AU 28 FÉVRIER 2021) (article 3.13, L.R.Q., chapitre M-30, Loi sur le ministère du Conseil exécutif)

	Numéro	Titre	Date de signature
1	455-2020	Exclusion de l'application de certains articles de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'ententes entre des organismes gouvernementaux, des organismes municipaux des organismes scolaires et des organismes publics et le gouvernement du Canada dans le cadre du volet Emplois d'été Canada de la Stratégie emploi et compétences jeunesse et l'autorisation aux commissions scolaires de conclure de telles ententes	8 avril 2020
2	459-2020	Exclusion de l'application des articles 3.11 , 3.12 et 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'une catégorie d'ententes entre des organismes municipaux ou des organismes publics et le gouvernement du Canada dans le cadre de la Subvention salariale temporaire pour les employeurs et de la Subvention salariale d'urgence du Canada et d'une catégorie d'ententes entre des organismes publics et des tiers dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes	15 avril 2020
3	475-2020	Exclusion de l'application des articles 3.11 , 3.12 et 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes entre des organismes municipaux, des organismes scolaires ou des organismes publics et des organismes bénéficiaires du Fonds des infrastructures alimentaires locales dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire relatif à la pandémie de la COVID-19	22 avril 2020
4	528-2020	Exclusion de l'application de l'article 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes entre des organismes municipaux, des organismes scolaires ou des organismes publics et Centraide Canada, la Société canadienne de la Croix-Rouge ou les Fondations communautaires du Canada dans le cadre du Fonds de soutien communautaire d'urgence dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire relatif à la pandémie de la COVID-19	13 mai 2020
5	614-2020	Exclusion de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 ainsi que des articles 3.11 , 3.12 et 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes ayant pour objet un contrat d'entreprise pour la réalisation d'un ouvrage par un organisme public fédéral	10 juin 2020
6	679-2020	Approbation du Protocole d'entente concernant l'octroi d'une aide d'urgence à la Fédération des caisses Desjardins du Québec entre le gouvernement du Québec et la Banque du Canada et l'exclusion de la convention d'indemnisation prévue à l'annexe A de ce protocole de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif	23 juin 2020
7	812-2020	Approbation de l'Entente bilatérale concernant le programme d'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec et l'exclusion de l'application de l'article 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'une catégorie d'ententes entre des organismes publics et la Société canadienne d'hypothèques et de logement	22 juillet 2020
8	836-2020	Exclusion de l'application des articles 3.11 et 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'une catégorie d'ententes de financement et des ententes modificatrices entre des organismes municipaux ou publics et le gouvernement du Canada, pour l'exercice financier 2020-2021 , dans le cadre de Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	12 août 2020
9	1018-2020	Approbation de l'Entente portant sur les services d'inspection liés à la sécurité ferroviaire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada et l'exclusion de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes ayant pour objet de modifier l'annexe A de cette entente	30 septembre 2020

10	1398-2020	Exclusion de l'application des articles 3.11 et 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'une catégorie d'ententes entre des organismes municipaux, des organismes scolaires ou des organismes publics et le gouvernement du Canada dans le cadre de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer	16 décembre 2020
11	1421-2020	Approbation de l'Entente Canada-Québec concernant l'Initiative pour la création rapide de logements entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement et l'exclusion de certaines ententes en cette matière de l'application des articles 3.8 et 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif	30 décembre 2020
12	35-2021	Exclusion de l'application du premier alinéa de l'article 3.8, de l'article 3.12 et du premier alinéa de l'article 3.49 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de diverses catégories d'ententes en matière de relations canadiennes et en matière d'affaires autochtones	20 janvier 2021

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES  ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  QUESTIONS 39 À 132			
# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG39	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
RG40	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 du ministère du Conseil exécutif.
RG41	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
RG42	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	Ne s'applique pas.
RG43	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	Aucune prime ou boni n'a été versé en 2020-2021.
RG44	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
RG45	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	Ne s'applique pas. A noter qu'en ce qui concerne le cabinet de la ministre, le ministère de la Justice répondra à cette question pour la période du 1er avril au 21 juin 2020 et le Secrétariat du Conseil du trésor, pour la période du 22 juin 2020 au 28 février 2021.
RG46	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
RG47	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.
RG48	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.
RG49	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG50	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
RG51	ETC Plan Nord	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.
RG52	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.
RG53	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.
RG54	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.
RG55	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.
RG56	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.
RG57	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.
RG58	Contrats service juridique	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.
RG59	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.
RG60	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
RG61	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
RG62	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG63	Cotisation à des associations	<p>Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :</p> <p>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.</p>	Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes a versé une somme de 12 842 \$ pour la cotisation 2020-2021 de huit avocats
RG64	Rencontres diverses	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG65	Rencontres importantes - gouvernement	<p>Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :</p> <p>a) La date; b) La nature; c) Les participant ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.</p>	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG66	Sondages	<p>Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :</p> <p>a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.</p>	Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes a réalisé un sondage de satisfaction auprès des organismes de francophonie canadienne dans le cadre du Plan stratégique du ministère du Conseil exécutif 2019-2023. Aucune firme n'a été engagée pour ce faire et aucun coût n'a donc été engendré.
RG67	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	<p>Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :</p> <p>a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.</p>	Le ministère du Conseil exécutif répondra à cette question.
RG68	Politique jeunesse Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.
RG69	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
GR70	Reconnaissance des acquis - personnes immigrantes	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG71	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.	<p>La liste des contrats octroyés visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présenté à la réponse à la question 8 des renseignements généraux.</p> <p>En ce qui concerne les actions réalisées visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.</p>
RG72	Politique culturelle du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.
RG73	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.
RG74	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.
RG75	Plan d'action - Premières nations et des Inuits	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.
RG76	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.
RG77	Politique gouvernementale de prévention en santé	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.
RG78	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.
RG79	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
RG80	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
RG81	Plan d'action pour la main d'œuvre	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
RG82	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.
RG83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2020	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.	L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.
RG 84	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 85	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG 86	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 87	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 88	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017- 2022.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 89	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 90	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 91	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 92	Plan d'action en économie numérique 2016-2021	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 93	Stratégie maritime 2015-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.
RG 94	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.
RG 95	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018- 2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.
RG 96	Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
RG 97	Plan pour une économie verte 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
RG 98	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
RG 99	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
RG 100	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.
RG 101	Conciliation travail-famille	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG 102	Analyse différenciée selon les sexes	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG 103	Électrification des transports	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG 104	Rétention des travailleurs d'expérience	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG 105	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
RG 106	Primes COVID-19	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
RG 107	Mises à pieds et non- renouvellement de contrats COVID-19	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
RG 108	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Voir la réponse de la question 8 des renseignements généraux.
RG 109	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Voir la réponse de la question 8 des renseignements généraux.
RG 110	Dépenses vidéo-conférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Voir la réponse de la question 8 des renseignements généraux.
RG 111	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	Aucune dépense n'a été engagée à cette fin entre le 1er avril 2020 et le 28 février 2021.
RG 112	Employés absents COVID-19	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
RG 113	Soutien employés santé mentale	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif. Par ailleurs, les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://www.seao.ca/">https://www.seao.ca/</a> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.
RG 114	Matériel de protection individuelle COVID-19	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif. Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.ca/">https://seao.ca/</a> .
RG 115	Entretien ménager et désinfection des locaux	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.	La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.
RG 116	Avis DNSP / INSPQ COVID-19	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG 117	Coût mesures CNESST	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.
RG 118	Plaintes du public COVID-19	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19 (préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG 119	Consignes COVID-19 Cabinets ministériels	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG120	Autorisation Art. 17, <i>Loi sur les contrats</i>	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020- 2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.	Ne s'applique pas.
RG 121	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.
RG122	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Voir la réponse de la question 8 des renseignements généraux.
RG123	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021: a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion du ministère du Conseil exécutif 2020-2021.
RG124	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	Ne s'applique pas.
RG125	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG126	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 du ministère du Conseil exécutif ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.
RG127	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Voir la réponse à la question 15m des renseignements généraux.

# demande 2020-2021	Sujet	Libellé de la demande 2020-2021	Réponse
RG128	Rémunération des stages	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus;  b) Heures de stages effectués;  c) Rémunération totale déboursée.</p>	Le SQRC a accueilli deux stagiaires en 2020-2021 pour un coût total de 15 083 \$.
RG129	Véhicules	<p>Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :</p> <p>a) nombre total de véhicules;  b) le type de véhicules;  c) le nombre de véhicules hybrides;  d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;  e) le nombre de véhicules électriques.</p>	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG130	Actions et dépenses PACC 2020	<p>Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :</p> <p>a) les sommes dépensées pour chaque action;  b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.</p>	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
RG 131	Rencontres - représentants autochtones	Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
RG132	Analyse différenciée selon les sexes	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.